

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
ZAC de Bourran  
9 Rue de Bruxelles  
12000 Rodez

Rodez, le 02/06/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/05/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SAS LA BLEUE DU CAYROL**

ZA La Bouysse  
12500 Espalion

Références : 12-CARMIN-2024-20  
Code AIOT : 0006800115

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/05/2024 dans l'établissement SAS LA BLEUE DU CAYROL implanté La Moulieyre parcelle n° 382 - section L 12210 Montpeyroux. L'inspection a été annoncée le 06/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection s'est déroulée dans le cadre d'une visite initiale suite à l'autorisation préfectorale d'exploitation délivrée en 2023.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS LA BLEUE DU CAYROL
- La Moulieyre parcelle n° 382 - section L 12210 Montpeyroux
- Code AIOT : 0006800115

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation visitée est une ardoisière ayant fait l'objet d'un changement d'exploitant en 2020. Cette ardoisière a nouvellement été autorisée par arrêté préfectoral du 21 juin 2023.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

-

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Pollution accidentelle	Arrêté Préfectoral du 21/06/2023, article 3.3.2	Demande d'action corrective	2 mois
4	Bruit	Arrêté Préfectoral du 21/06/2023, article 5.2	Demande d'action corrective	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Gestion des eaux	Arrêté Préfectoral du 21/06/2023, article 3.2	Sans objet
3	Biodiversité	Arrêté Préfectoral du 21/06/2023, article 4.2.1	Sans objet
5	Paysage	Arrêté Préfectoral du 21/06/2023, article 5.4	Sans objet
6	Extraction	Arrêté Préfectoral du 21/06/2023, article 8.2.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les aménagements prescrits ne sont pas encore réalisés et méritent une réflexion à engager par l'exploitant. En effet, celui-ci nous indique ne plus disposer au jour de l'inspection de salariés. De plus, le gisement escompté reste incertain au regard de sa difficulté d'extraction et de la très forte déclivité de la parcelle entraînant une exploitation complexe.

L'exploitant nous indique néanmoins qu'il existe une réelle demande du produit.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Gestion des eaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/06/2023, article 3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  En zone Est de l'exploitation (plateforme et stockage), un merlon est mis en place en délimitation de la plateforme supérieure. Les eaux pluviales sont collectées via une série de noues en cascade.

Chaque noue est créée à l'aide d'un merlon de 3 mètres de largeur et constituée de matériaux perméables et filtrants.

Un rejet diffus final est mis en place vers la zone boisée au Sud du site (cf. annexe 2).

A l'aval du dernier merlon, un enrochement est mis en place dans le but d'accompagner le rejet vers la zone boisée.

Une dérivation est maintenue par un dispositif de fossé ou de buse en bordure du chemin rural limitant l'arrivée d'eau sur le site.

Les banquettes disposent d'une pente transversale afin de ramener les eaux en pied de fronts où elles s'infiltreront de manière diffuse.

En zone Ouest (extraction secteur haut et voirie), les eaux de ruissellement seront collectées par le biais d'un bassin de décantation. Ce bassin est créé par la mise en place d'un merlon constitué de matériaux perméables et filtrants. Un rejet diffus par surverse est mis en œuvre vers la zone boisée aval à l'exploitation (cf. annexe 2).

Des merlons sont mis en place en bordure des carreaux d'extraction du secteur bas pour favoriser l'infiltration diffuse.

[...]

#### Constats :

A ce stade de l'exploitation, les aménagements prescrits n'ont pas été réalisés.

Actuellement, les eaux de ruissellement du front supérieur sont collectées par un merlon. Une ouverture est faite entre ces blocs permettant à l'eau de s'infiltrer dans le massif sur quelques mètres en contre-bas.

La piste est recoupée à plusieurs endroits par des "rigoles" permettant à l'eau de ne pas ravinier. Les eaux cheminant par ces rigoles s'infiltreront également dans le massif. Néanmoins certaines portions de la piste ont été légèrement ravinées lors de la saison hivernale (l'exploitant indique ne pas s'être rendu sur l'ardoisière depuis le mois d'octobre 2023).

L'inspection a constaté par temps pluvieux que les eaux sont de couleur claire et suivent principalement le cheminement évoqué ci-avant.

Il existe une dérivation par buse en bordure de chemin rural limitant les eaux en provenance de celui-ci sur l'ardoisière.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de procéder à la remise en état de la piste afin de limiter le phénomène de ravinement.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 2 : Pollution accidentelle

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/06/2023, article 3.3.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Pollution

#### Prescription contrôlée :

Le ravitaillement des engins est réalisé en partie haute du site sur une aire aménagée et composée d'un géotextile absorbant d'hydrocarbures sous lit de sable. Aucun stockage d'hydrocarbures n'est autorisé. Le ravitaillement s'effectue par le biais d'une cuve mobile sur rétention amenée sur site lorsque besoin.

Aucun entretien des engins n'est réalisé sur le site.

<p>Les engins sont équipés de kits d'intervention qui contiennent le matériel approprié au traitement d'une pollution locale aux hydrocarbures ou à d'autres produits polluants. Les kits peuvent être stockés dans les ateliers ou dans les locaux s'ils sont rapidement et aisément accessibles.</p> <p>Le tractopelle est stationné sous abri et sur dalle béton. Le Trax est stationné sur l'aire aménagée en partie haute.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de l'inspection, aucun engin n'est présent sur le site. La dalle béton ainsi que l'aire géotextile ne sont pas mises en place.</p> <p>L'exploitant indique ne pas savoir si des engins seront stationnés à l'avenir sur le site même de la carrière.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant fera part dans un délai de 2 mois de l'organisation mise en place sur le stationnement des engins sur le site à la reprise de l'activité de la carrière.</p> <p>Dans le cas d'un stationnement, celui-ci devra être conforme aux prescriptions.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 3 : Biodiversité

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/06/2023, article 4.2.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Biodiversité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les arbres devant faire l'objet d'un abattage sont balisés et marqués.[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il n'y a eu aucun défrichement depuis le nouvel arrêté d'autorisation. Aussi à ce stade aucun arbre n'est balisé et marqué.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Bruit

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/06/2023, article 5.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les 5 ans.</p>
<p><b>Constats :</b></p>

Aucune mesure de bruit n'a été réalisée depuis le dossier d'autorisation. A noter que l'exploitant indique ne pas avoir procédé à des campagnes de concassage et que plus aucun tir de mines n'est réalisé à l'heure actuelle (endommagement du schiste).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Lors de la reprise de la carrière et dans le cadre d'une campagne éventuelle de concassage, l'exploitant procèdera à une mesure de bruit.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 5 : Paysage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/06/2023, article 5.4
<b>Thème(s) :</b> Autre, Insertion paysagère
<b>Prescription contrôlée :</b>
<p>[...]</p> <p>Les panneaux photovoltaïques présents en partie sommitale sont implantés en décaissé.  Une palissade en bois est disposée autour du mobil-home servant de base de vie.  L'exploitant maintient en état le muret en pierre sèche délimitant la parcelle 382.  L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.  Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement...).</p>
<b>Constats :</b>
<p>Aucun panneaux photovoltaïques n'a été mis en place par manque de moyens financiers.  Le jour de l'inspection, le mobil-home servant de base vie n'était pas présent.  Le muret en pierre sèche est maintenu en l'état.  Le site est correctement entretenu, quelques déchets plastiques ont été retirés lors de l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Extraction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/06/2023, article 8.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Extraction
<b>Prescription contrôlée :</b>
<p>[...]</p> <p>La hauteur des fronts ne dépasse pas 7 mètres en cours d'exploitation. La pente des fronts est de 2H/7V.  A chaque nouveau front créé, un expert en géotechnique procède à une inspection détaillée afin</p>

de valider la stabilité du massif rocheux.

[...]

Des pièges à blocs sont disposés en pied de fronts et sont régulièrement entretenus.

**Constats :**

Aucun nouveau front n'a été créé. Néanmoins, l'exploitant a fait réaliser un diagnostic géotechnique avant "l'hivernage" de l'ardoisière.

Les fronts sont actuellement inférieurs à 7mètres de hauteurs. Des blocs sont disposés en bordure des pistes.

**Type de suites proposées :** Sans suite